



PREFET DE LA MARNE

Pôle départemental des associations
Sous-préfecture de Reims
sp-reims-associations51@marne.gouv.fr
Déclaration en ligne sur www.service-public.asso.f

Le numéro W751147772
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION de l'association n° W751147772

Ancienne référence
de l'association :
147772

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Sous-Préfet de Reims

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **12 janvier 2023**
faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

STATUTS

dans l'association dont le titre est :

COMPAGNIE NATIONALE DES EXPERTS MEDECINS DE JUSTICE

dont le siège social est situé : 31 rue de Reims
51160 Saint-Imoges

Décision(s) prise(s) le(s) : **19 décembre 2022**

Pièces fournies : Procès-verbal
Statuts

Reims, le 12 janvier 2023

Pour le Préfet par délégation

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général de la sous-préfecture de Reims

Noël LEDON

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.